

Éducation, néolibéralisme et extrême droite : Nouvelles interrogations pour la recherche éducative

Education, neoliberalism, and extreme right: New
questions for the educational research

 **Christian Laval**¹

 **Juana Sorondo**²

Résumé

Cet article ouvre le Dossier « Education, néolibéralisme et extrême droite » avec une présentation de quelques hypothèses de travail pour la recherche en éducation dans le cadre du nouveau contexte géopolitique mondial marqué par la montée en puissance de l'extrême droite globale et l'imposition croissante de son agenda idéologique dans le champ scolaire et universitaire. Nous proposons de centrer les études sur les articulations stratégiques entre le néolibéralisme et l'extrême droite, deux formations qui ne sont pas forcément contradictoires, mais qui, au contraire, s'avèrent convergentes et imbriquées. Les effets de ces articulations sur le paradigme éducatif néolibéral doivent être étudiés en profondeur à partir d'approches empiriques qui permettent de repérer les ruptures et les continuités entre la logique éducative qui s'imposait jusqu'à présent et l'actuelle offensive autoritaire dans les terrains nationaux spécifiques.

¹ Professeur émérite de sociologie, Laboratoire Sophiapol de l'Université Paris Nanterre. Email : chr.laval@wanadoo.fr

² Doctorante contractuelle (FPI-UAM), Universidad Autónoma de Madrid. Ce Dossier a été coordonné dans le cadre de la bourse « Ayuda UAM-Santander para la Movilidad de Jóvenes Investigadores » (2022). Email : juana.sorondo@uam.es

Mots-clés : Néolibéralisme ; droite radicale ; extrême droite ; éducation ; articulation stratégique.

Abstract

This article opens the Monograph "Education, neoliberalism and ultra-right" with some new hypotheses for the education research regarding a new world geopolitical context defined by the advance of the global far right and the growing imposition of its ideological agenda in the school and university fields. We propose focusing the studies on the strategic articulations between neoliberalism and the ultra-right. These two formations are not necessarily contradictory, but, on the contrary, can often be seen as convergent and intertwined. The effects of these articulations on the neoliberal educational paradigm must be analyzed in depth from empirical approaches. This will allow us to identify, on each specific national terrain, the ruptures and continuities between the educational logic that has been imposed until now and the current authoritarian offensive.

Key words: Neoliberalism; ultra-right; far-right; education; strategic articulation.

1. Problématique

Les politiques néolibérales dans le champ éducatif ont fait l'objet de nombreuses recherches et publications depuis la fin des années 1990. On admet aujourd'hui que ces politiques constituent un facteur majeur de transformations des institutions scolaires et universitaires sous tous leurs aspects : finalité, organisation, rapport sociaux internes, relations aux acteurs extérieurs, curriculum, signification de l'éducation pour les différents acteurs, etc.

Ainsi, depuis la fin du XXe siècle, les chercheurs et chercheuses analysent les différents aspects, degrés et échelles de l'imposition du paradigme éducatif néolibéral : les changements de l'agenda éducatif global et les effets sur les systèmes éducatifs nationaux (Dale et Robertson, 2012 ; Rizvi et Lingard, 2013) ; les différents modèles d'adoption des politiques de privatisation de la part des

gouvernements (Ball et Youdell, 2007 ; Verger, Zancajo et Fontdevila, 2016) ; ainsi que la pénétration de la norme de la compétition et du langage économique dans les programmes, les évaluations, et la façon de concevoir les sujets éducatifs et les buts de l'éducation (Biesta, 2016 ; Fernández Liria et al., 2017 ; Jódar, 2007 ; Laval, 2004 ; Laval et al., 2012).

Nous assistons aujourd'hui à la mise en place d'un contexte géopolitique mondial qui semble mettre en question certaines hypothèses de ces recherches. Cette nouvelle réalité sociopolitique mondiale c'est la montée en puissance de l'extrême droite globale et l'imposition croissante de son agenda idéologique dans le champ scolaire et universitaire. L'actuelle croissance des extrémismes et radicalismes de droite en Europe et dans le monde semble, avec leur nationalisme agressif et leurs attaques contre les libertés individuelles et publiques, marginaliser voire remplacer l'hégémonie du néolibéralisme comme « logique normative » générale (Dardot et Laval, 2013).

Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Ce qui est en cours n'est pas tant une remise en cause du néolibéralisme qu'une *articulation stratégique* de ce dernier avec l'agenda politique de l'extrême droite globale.

Le néolibéralisme est une stratégie de transformation de la société. L'objectif c'est l'instauration d'une société fondée sur la norme de la concurrence et le modèle de l'entreprise. Transformer la société suppose une légitimité sociale ou, à défaut, des moyens de coercition étatiques. Si dans un certain nombre de pays le néolibéralisme a pu s'imposer dans des formes constitutionnelles et démocratiques, notamment par des succès électoraux, nous sommes à présent confrontés à une mise en place de stratégies de plus en plus autoritaires et répressives de la part des gouvernements néolibéraux (Dardot et al., 2021).

Les formes que prennent aujourd'hui ces stratégies nécessitent donc une investigation originale. C'est précisément dans cette optique que nous proposons un dossier conçu comme une première exploration des effets de l'agenda de l'extrême droite globale dans le champ éducatif en étudiant les cas de plusieurs pays.

1.1. Un nouveau contexte mondial

Cette articulation stratégique doit être comprise dans le cadre d'un mouvement d'ensemble des sociétés et des régimes politiques à l'échelle mondiale.

Le premier constat est la faiblesse croissante des formes libérales classiques de la démocratie à l'échelle mondiale. Selon une étude de l'institut suédois Varieties of Democracy, les pays démocratiques sont devenus, en 2019, moins nombreux que les pays autoritaires (87 contre 92). Pourtant, les auteurs de l'étude n'ont guère utilisé de critères exigeants pour les compter : il suffisait d'un semblant de droit de vote et d'élections libres pour en faire partie (Caillé, 2023). Cette faiblesse croissante de la démocratie est aujourd'hui en partie le résultat d'une vague extrémiste de droite.

Certes cette vague n'est pas sans contradictions : inspirations religieuses différentes et parfois antagoniques, nationalismes identitaires exclusifs, rivalités économiques, ambitions impériales qui s'entrechoquent, etc. Mais, au-delà de ces oppositions en miroir, l'agenda de l'extrême droite globale a aussi sa cohérence : renforcement d'un État brutal et liberticide, refus de la séparation des pouvoirs, mise au pas des médias, criminalisation des oppositions, violences policières et militaires, xénophobie, et partout bataille culturelle contre la « décadence des mœurs », le « déclin des valeurs », la « crise de civilisation ». L'extrémisme de droite mène une guerre culturelle en jouant la carte de la restauration de valeurs traditionnelles liées à la nation, à l'ordre, à la discipline, à la virilité, au respect des hiérarchies, voire à la vénération pour le « Chef ». Le refus de « l'égalitarisme », le mépris des minorités sexuelles, la crainte des « excès de la liberté individuelle », le racisme, la haine des intellectuels de gauche, tout cela forme un bloc idéologique anti-démocratique qui menace l'État de droit et l'enracinement des valeurs sociales et des principes politiques dans la tradition des Lumières. On ne doit pas oublier que cette poussée réactionnaire se développe au moment où se constitue une grande alliance, jusqu'ici impensable, qui réunit des régimes totalitaires comme la Chine, théocratiques

comme l'Iran, nationalistes et impérialistes comme la Russie, sur la base d'une commune hostilité à la démocratie et à tous ses développements en termes de liberté et d'égalité.

On ne peut pas comprendre cette poussée sans avoir en tête la conjonction de deux phénomènes apparemment hétérogènes. D'une part, cette déferlante s'explique comme une *réaction* de régimes et de gouvernements qui ont tremblé devant la vague démocratique mondiale des années 2010-2015 et qui n'ont eu de cesse depuis de verrouiller un pouvoir autocratique ou oligarchique. La Syrie, l'Égypte, la Turquie, la Tunisie et surtout la Russie de Poutine en sont quelques exemples éloquentes. D'un autre côté, elle s'explique par l'appui que cette droite extrémiste trouve dans les frustrations, colères et ressentiments d'une partie de la population. On le voit notamment aux États-Unis, dans des pays européens ou latino-américains. Le trumpisme en a donné une forme typique, montrant l'un des aspects importants du phénomène : la fragilité des institutions de la démocratie parlementaire les plus ancrées dans l'histoire face à des mobilisations émeutières enflammées par la parole du leader.

Un des aspects les plus remarquables de l'actuelle poussée réactionnaire mondiale tient à l'impact des thèmes de l'extrême droite sur les partis de droite traditionnels. On assiste à la fois à une dé-marginalisation de l'extrême droite et à une radicalisation de la droite classique (Mudde, 2021)³. En Europe les partis d'extrême droite trouvent une nouvelle légitimité dans la participation à plusieurs coalitions gouvernementales. Ces partis sont même à la tête de certains gouvernements, c'est le cas de la Hongrie, de la Pologne, et plus récemment de l'Italie. Les succès électoraux de l'extrême droite transforment le champ de la compétition politique et donnent lieu à un re-positionnement des partis traditionnels (Abou-Chadi et Krause, 2020). L'évolution du Parti républicain nord-américain est exemplaire à cet égard. Les droites classiques et même les partis qui se

³ Mudde (2021) différencie avec raison l'extrême droite de la droite radicale en fonction de son lien avec la démocratie libérale : tandis que l'extrême droite est fasciste dans le sens strict du terme, et refuse la démocratie, la souveraineté populaire et le principe de la majorité, la droite radicale accepte la démocratie tout en affaiblissant ses principes fondamentaux, comme la séparation des pouvoirs, les droits des minorités ou certains aspects de l'État de droit.

positionnaient au centre comme celui de Macron en France se radicalisent et n'hésitent pas à utiliser une rhétorique de la droite radicale, notamment en faisant du supposé « wokisme » des universitaires et des étudiants le principal danger pour la démocratie. La social-démocratie, comme on l'a vu hier en France ou en Scandinavie aujourd'hui, n'est pas épargnée par cette métamorphose du champ politique.

En Amérique Latine, l'extrême droite a dominé la période politique récente au Brésil pendant le gouvernement de Jair Bolsonaro (2019-2022), et en Bolivie avec le gouvernement militariste de Jeanine Áñez (2019-2020). Les extrémismes de droite, en alliance avec les partis classiques de droite, ont de même participé à une nouvelle vague de coups d'États dans le continent, ainsi qu'à des assauts qui ont mis en danger les institutions démocratiques, en Bolivie, au Brésil et plus récemment au Pérou. Aujourd'hui, les forces politiques d'extrême droite gagnent du terrain dans les urnes électorales, notamment au Chili et en Argentine, mais également dans d'autres pays de la région, comme la Colombie ou le Mexique.

2. L'articulation stratégique entre néolibéralisme et extrême droite globale

Les changements actuels du paysage politique conduisent à s'interroger sur les liens entre le néolibéralisme et ces phénomènes politiques que nous venons d'évoquer. Un certain nombre de constats s'imposent.

Premier constat : les formations d'extrême droite et de droite radicalisée ne remettent nullement en cause les politiques néolibérales. Bien souvent, elles les accentuent par des mesures pro-business et des lois qui portent atteinte aux droits du travail, aux statuts des migrants et aux droits des minorités (Dardot et al., 2021 ; Davidson et Saull, 2016 ; Guamán, Aragonese et Martín, 2019).

Deuxième constat : la plupart des thématiques d'extrême droite sont parfaitement compatibles avec les orientations néolibérales dans la mesure où elles ont les mêmes adversaires, à savoir les forces sociales, politiques et intellectuelles de gauche qui contestent l'universalisation de l'ordre de marché. Ceci n'est pas nouveau. Dès la naissance du courant néolibéral en Europe, notamment en Autriche

et en Allemagne dans les années 1920 et 1930, ses premiers doctrinaires prônaient un État fort capable de contenir et éventuellement de réprimer tous les partisans du « collectivisme ». Plus encore, le « marché » a toujours été considéré par les théoriciens néolibéraux comme l'un des acquis les plus précieux d'une civilisation occidentale regardée comme supérieure à toutes les autres (Dardot et al., 2021). Tous ceux qui la contestent doivent par conséquent être regardés et traités comme des ennemis de « la » civilisation.

Troisième constat : l'agenda d'extrême droite fait de la hiérarchie son credo et converge avec l'apologie néolibérale du « mérite », de « l'effort », de « l'excellence ». Certes, ce n'est pas tant l'inégalité de naissance qui est directement mise en avant, mais plutôt l'inégalité des succès dans une concurrence inter-individuelle qui règle les rapports sociaux dans une société structurée idéalement par le marché. On comprend alors que les tenants du néolibéralisme puissent participer aux dénigrements des luttes contre les inégalités et les discriminations, notamment des luttes féministes et anti-racistes, rangées sous la catégorie infamante de « wokisme ».

Quatrième constat : l'extrémisation à droite du champ politique répond à une nécessité stratégique consistant à colmater les failles ouvertes par les crises à répétition engendrées par les politiques néolibérales. Il s'agit d'offrir de façon démagogique des cibles à la colère et au ressentiment de larges fractions de la population marginalisées et précarisées par la mondialisation capitaliste et la concurrence généralisée. En ce sens, le nationalisme identitaire et xénophobe n'est pas étranger à la logique néolibérale, il constitue l'un de ses instruments politiques à l'âge de ses crises (Davidson et Saull, 2016 ; Guamán, Aragoneses et Martín, 2019). Le climat de guerre entretenu par l'extrémisme de droite consiste à fabriquer des ennemis extérieurs et intérieurs contre lesquels mobiliser les affects collectifs, ce qui offre un bouclier efficace pour tous les gagnants de la logique néolibérale, notamment en termes de richesse accumulée.

3. Vers de nouvelles questions pour la recherche en éducation

Les analyses sur les liens entre éducation et extrême droite, encore très exploratoires, commencent à émerger dans le champ académique. Les travaux les plus récents se centrent, en général, sur une description des principaux thèmes de l'agenda éducatif des partis et mouvements de l'extrême droite et de la droite radicale en Europe (Berg, Jungblut et Jupskas, 2023 ; Giudici, 2021 ; Neubauer et Méndez-Muñoz, 2022 ; Rasmussen, 2023 ; Zembylas et Christodoulou, 2023). Ces études mettent en évidence les grandes lignes d'un programme cohérent qui commence à influencer les politiques éducatives du fait de la présence de partis de droite radicale, voire d'extrême droite, dans les parlements ou les gouvernements.

Les premières recherches montrent que l'extrême droite globale doit désormais être considérée comme un acteur éducatif à part entière qui contribue de plus en plus à la transformation des systèmes éducatifs. L'école et l'université ne sont en effet pas épargnées par la guerre culturelle qu'elle mène. Bien au contraire elles en constituent des cibles privilégiées dans la mesure où elles sont regardées comme des « citadelles » de la gauche intellectuelle. On a ainsi vu se multiplier aux Etats-Unis d'abord puis dans le reste du monde les attaques contre les enseignants et les chercheurs supposés entretenir la crise des valeurs traditionnelles, notamment familiales, accusés de propager la « propagande homosexuelle » ou de s'en prendre aux fondements de la nation ou à la civilisation occidentale. La critique porte également sur une pédagogie jugée trop laxiste, faisant trop peu de place à la culture nationale, au respect du maître et à la formation morale et/ou religieuse. Les acquis en matière de démocratisation scolaire sont systématiquement dénigrés comme « égalitarisme », c'est-à-dire comme autant de causes de la baisse du niveau des élèves et des étudiants, ou encore comme un mépris pour le « mérite » et « l'excellence ».

Il s'agit en réalité de s'en prendre au contenu émancipateur de l'héritage humaniste, républicain et socialiste des siècles précédents. Tout ce qui peut directement alimenter une réflexivité critique doit être surveillé voire expurgé des différentes disciplines, que ce soit l'histoire, la philosophie, les sciences sociales, ou

même parfois les sciences en général lorsqu'elles mettent en question certains dogmes religieux. En d'autres termes, ce sont les libertés académiques et, au-delà, la liberté de la recherche et de la connaissance qui sont menacées d'une sévère régression.

Mais cet agenda n'est pas seulement critique. Il vise à faire de l'école et l'université l'un des leviers de la transformation de la société selon les valeurs prônées par l'extrême droite. L'enfance et la jeunesse doivent être éduquées autrement, notamment dans un climat plus autoritaire et plus respectueux des traditions nationales. La dimension de « l'ordre », de la « hiérarchie » et de la « discipline » devrait être remise au centre de l'éducation, il en irait du destin de la nation et de la civilisation selon ce credo.

Une série de questions se pose alors. Dans quelle mesure cette éducation conforme aux principes de l'extrême droite se concilie-t-elle avec la logique éducative néolibérale ? Plus précisément, comment concilier l'agenda néolibéral qui entend produire un capital humain au service des entreprises et le traditionalisme et le nationalisme de l'extrême droite ?

Pour répondre à ces questions, il convient de réfléchir aux ruptures et aux continuités entre le paradigme éducatif qui s'imposait jusqu'à présent et l'actuelle offensive autoritaire : quelles convergences se dégagent mais aussi quelles tensions et quelles contradictions peut-on repérer sur les différents terrains nationaux ? Enfin, une autre question se pose immédiatement : quelles ruptures et/ou continuités peut-on constater dans les discours, les politiques et les pratiques éducatives qui semblent s'opposer à cette articulation entre rationalité néolibérale et extrême droite globale dans le champ éducatif ?

4. Les contributions des études empiriques

Les questions esquissées ici ne peuvent être abordées de façon trop générale et trop abstraite. D'où la nécessité d'observations empiriques sur différents terrains nationaux. Les articles inclus dans le Dossier en fournissent une première approche et permettent de confirmer et d'enrichir les hypothèses de travail.

Pour le contexte européen, l'article de Borrelli et Latempa (2023) présente le cas italien et propose d'interpréter la radicalisation de la droite néolibérale comme un cas de « gatopardisme » face aux nouveaux enjeux du contexte géopolitique. L'analyse empirique permet, dans ce cas, de repérer les continuités entre les politiques éducatives actuelles et celles qui s'imposent depuis 30 ans en Italie.

Pour l'Amérique Latine, le cas brésilien devient paradigmatique pour observer comment se manifestent concrètement les alliances entre les secteurs néolibéraux et les extrémismes de droite (Pereira Cunha et Ota, 2023). Ainsi, on observe un alignement autour des valeurs familiales comme le montre l'attaque contre la supposée « idéologie du genre » qui se matérialise dans les projets législatifs « anti-genre » présentés entre 2011 et 2022 (Candeia et Furlin, 2023). On peut de même constater le caractère autoritaire et antidémocratique du renouvellement de l'agenda éducatif néolibéral avec l'analyse de la dernière réforme curriculaire et sa neutralisation des aspects progressistes de l'« Educação do Campo » (Cogo et Cardoso, 2023). D'autre part, les effets de ce nouveau tournant autoritaire peuvent s'apprécier aussi dans le champ éducatif uruguayen, où le renforcement du paradigme néolibéral depuis 2020 se sert d'une rhétorique du soupçon qui « ennemise » les enseignants (Conde et Bordoli, 2023).

Grâce à ces contributions, ce Dossier constitue une première exploration d'un chantier de recherche en plein renouvellement et qu'il faudra donc continuer à problématiser et à approfondir.

Références bibliographiques

Abou-Chadi, T. et Krause, W. (2020). The casual effect of radical right success on mainstream parties' policy positions : A regression discontinuity approach. *British Journal of Political Science*, 50(3), 829-847.
<https://doi.org/10.1017/S0007123418000029>

- Ball, S. et Youdell, D. (2007). *Privatización encubierta en la educación pública*. Universidad de Londres.
- Berg, A. E., Jungblut, J. et Jupskas, A. R. (2023). We don't need no education ? Education policies of Western European populist radical right parties. *Western European Policies*. <https://doi.org/10.1080/01402382.2023.2177010>
- Biesta, G. (2016). Devolver la enseñanza a la educación. Una respuesta a la desaparición del maestro. *Pedagogía y Saberes*, 44, 119-129. <https://doi.org/10.17227/01212494.44pys119.129>
- Bordoli, E. et Conde, S. (2023). Profundización neoliberal en la educación uruguaya. Los docentes bajo sospecha. *Revista Educación, Política y Sociedad*, 8(2). <https://doi.org/10.15366/rep2023.8.2.003>
- Borrelli, D. et Latempa, R. (2023). La mutación neoliberal del sistema educativo italiano desde los años 2000 hasta el umbral del Plan Nacional de Recuperación y Resiliencia. *Revista Educación, Política y Sociedad*, 8(2). <https://doi.org/10.15366/rep2023.8.2.002>
- Caillé, A. (2023). *Extrême droite et autoritarisme partout, pourquoi ? La démocratie au risque de ses contradictions*. Le Bord de l'eau.
- Candeia, L. R. et Furlin, N. (2023). O avanço do neoconservadorismo no Brasil: a agenda antigênero para a educação nos projetos legislativos apresentados na Câmara dos Deputados (2011-2022). *Revista Educación, Política y Sociedad*, 8(2). DOI <https://doi.org/10.15366/rep2023.8.2.005>
- Cogo, T. P. y Cardoso, J. B. (2023). Educação do Campo: uma análise crítica sobre a representação da modalidade na BNCC brasileira em tempos de neoliberalismo. *Revista Educación, Política y Sociedad*, 8(2). <https://doi.org/10.15366/rep2023.8.2.006>
- Dale, R. et Robertson, S. (2012). Toward a critical grammar of education policy movements. Dans G. Steiner-Khamsi et F. Waldow (Eds.), *World Yearbook of Education 2012 : Policy Borrowing and Lending* (pp. 21-40). Routledge.
- Dardot, P. et Laval, C. (2013). *La nueva razón del mundo. Ensayo sobre la sociedad neoliberal*. Gedisa.

- Dardot, P., Guéguen, H., Laval, C. et Sauvêtre, P. (2021). *Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*. Lux Éditeur.
- Davidson, N. et Saull, R. (2016). Neoliberalism and the Far-Right : A contradictory embrace. *Critical Sociology*, 43(4-5), 1-18.
<https://doi.org/10.1177/0896920516671180>
- Fernández Liria, C., García Fernández, O. et Galindo Fernández, E. (2017). *Escuela o barbarie. Entre el neoliberalismo salvaje y el delirio de la izquierda*. Akal.
- Giudici, A. (2021). Seeds of authoritarian opposition : Far-right education politics in post-war Europe. *European Educational Research Journal*, 20(2), 121-142.
<https://doi.org/10.1177/1474904120947893>
- Guamán, A., Aragonese, A. et Martín, S. (2019). *Neofascismo. La bestia neoliberal*. Siglo XXI.
- Jódar, F. (2007). *Alteraciones pedagógicas. Educación y políticas de la experiencia*. Laertes Editorial.
- Laval, C. (2004). *La escuela no es una empresa. El ataque neoliberal a la enseñanza pública*. Paidós.
- Laval, C., Vergne, F., Clément, P. et Dreux, G. (2012). *La nouvelle école capitaliste*. La Découverte.
- Mudde, C. (2021). *La ultraderecha hoy*. Paidós.
- Neubauer, A. et Méndez-Núñez, A. (2022). Horizontes educativos ante el auge de la "nueva extrema derecha" en Europa : Un análisis documental. *Archivos Analíticos de Políticas Educativas*, 30(23).
<https://doi.org/10.14507/epaa.30.5486>
- Pereira Cunha, M. et Ota, N. K. (2023). Extrema direita e educação no Brasil. *Revista Educación, Política y Sociedad*, 8(2). <https://doi.org/10.15366/rep2023.8.2.004>
- Rasmussen, P. (2023). Right-wing populist education policy in a social democratic welfare state context. *Journal of Contemporary European Studies*.
<https://doi.org/10.1080/14782804.2023.2199144>
- Rizvi, F. et Lingard, B. (2013). *Políticas educativas en un mundo globalizado*. Morata.

Verger, A., Zancajo, A. et Fontdevila, C. (2016). La economía política de la privatización educativa : políticas, tendencias y trayectorias desde una perspectiva comparada. *Revista Colombiana de Educación*, 70(1), 47-78.

Zembylas, M. et Christodoulou, E. (2023, mai 4). *How Do Far-right Politicians View Education?* [Conférence]. TRANSIT Center, Tampere University, Finland.

Date de réception : 25 mai 2023

Date d'acceptation : 5 juin 2023



Revista Educación, Política y Sociedad (ISSN 2445-4109) está distribuida bajo una [Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial 4.0 Internacional](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)